



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2012

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
I- INTRODUCTION.....	8
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	10
1.1- BALANCE COMMERCIALE DE BIENS.....	11
1.1.1- Exportations de biens.....	11
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	11
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	12
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	13
1.1.2- Importations de biens.....	16
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	16
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	18
1.2- BALANCE DE SERVICES.....	23
1.2.1- Exportations de services	23
1.2.2- Importations de services	24
1.3- Compte des revenus primaires.....	25
1.4- Compte des revenus secondaires.....	25
II- COMPTE DE CAPITAL.....	28
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
2.2- Transferts de capital.....	28
III- COMPTE FINANCIER.....	28
3.1- Investissements directs étrangers.....	29
3.2- Investissements de portefeuille.....	30
3.3- Dérivés financiers.....	31
3.4- Autres investissements.....	31
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	31
4.1- Avoirs et engagements de la Banque centrale.....	31
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	31
4.3- Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts.....	31
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	32
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	32
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale	33
CONCLUSION.....	34
ANNEXE.....	35

Index des graphiques

Graphique 1 : Solde de la BTC (en millions de FCFA).....	10
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix cajou.....	13
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2012.....	16
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	18
Graphique 5 : Orientation géographique des importations	19
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	20
Graphique 7 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	24
Graphique 8 : Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	25

Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	10
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	11
Tableau 3 : Compte de biens.....	12
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques.....	13
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits	13
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations	15
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA	16
Tableau 8 : Evolution des importations de biens par principales composantes.....	17
Tableau 9 : Evolution des importations biens par rubriques	18
Tableau 10 : Importations de biens	18
Tableau 11 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	21
Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	23
Tableau 13 : Evolution de la balance des services.....	24
Tableau 14 : Revenus primaires	26
Tableau 15 : Revenus secondaires	27
Tableau 16 : Compte de capital	29
Tableau 17 : Compte financier	30
Tableau 18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers	30
Tableau 19 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements ...	33
Tableau 20 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	34

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD	Banque Africaine de Développement
BCE	Banque Centrale Européenne
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTC	Balance des transactions courantes
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDI GHANEEN	Monnaie locale du Ghana
DALASI GAMBIEN	Monnaie locale de la Gambie
DGA	Direction Générale des Douanes
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
EURO	Monnaie unique Européenne
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRANC GUINEEN	Monnaie nationale de la Guinée
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
IDE	Investissements Directs Etrangers
LIVRE STERLING	Monnaie nationale d'Angleterre
NAIRA NIGERIAN	Monnaie nationale du Nigeria
NYMEX	New York Mercantile Exchange
PIB	Produit Intérieur Brut
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YEN	Monnaie nationale du Japon

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures, la confection de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionale incombe à la Banque Centrale, en même temps que les comptes extérieurs des Etats.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2012. Les corrections d'asymétrie ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

La confection des balances des paiements, au sein de l'UEMOA, s'appuyait sur un cadre mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie définie par la cinquième édition du Manuel du Fonds Monétaire International (FMI). Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

La refonte du dispositif a été effectuée par la Banque Centrale avec l'appui technique du FMI. Les principaux changements apportés au dispositif ont porté sur l'élargissement du champ des entités suivies, la révision des supports de collecte, pour prendre en compte les modifications apparues sur les composantes types, le système de codification, la ventilation géographique et le mode d'évaluation du compte financier. Un nouveau guide méthodologique a été élaboré et publié sur le site de la Banque Centrale. Une nouvelle application informatique a été également développée en interne en collaboration avec la Direction des Systèmes d'Information.

Les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2012 ont été élaborés sur la base du nouveau dispositif.

RESUME

Au cours de l'année 2012, l'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en Zone euro. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) réalisées en juillet 2013, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2012 ont été élaborés conformément à la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI. En 2012, l'économie s'est fortement ressentie des chocs internes et externes qui n'ont pas permis de consolider les performances enregistrées au cours des dernières années. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel pour l'année 2012, ressortirait à (-1,5%) après une année 2011 exceptionnelle où le taux de croissance du PIB réel a atteint 5,3%.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs se sont traduits par une forte détérioration du déficit du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 42 497,3 millions en 2012 contre 6 630,0 millions en 2011, en rapport avec la forte baisse de la valeur des exportations et la détérioration des soldes des revenus primaires et secondaires. L'excédent du compte de capital s'est également réduit et le compte financier s'est détérioré, ce qui s'est traduit par une détérioration de la position extérieure nette de 33 200,4 millions en 2012 contre une amélioration 26 769,6 millions un an plus tôt. La Position Extérieure Globale de la Guinée-Bissau (PEG) s'est détériorée en 2012, se fixant à -162 827,0 millions contre -131 330,8 millions l'année précédente, en liaison avec une baisse du stock d'actifs.

I- INTRODUCTION

Au cours de l'année 2012, l'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en Zone euro. La conjonction de cette crise avec d'autres facteurs structurels endogènes s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement.

Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) réalisées en juillet 2013, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% contre 3,9% en 2011. Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été globalement moins soutenue, en dépit du regain enregistré aux Etats-Unis et au Japon. Les estimations récentes situent son taux de progression à 1,2%, après une réalisation de 1,7% en 2011. Dans les pays émergents et en développement, il est enregistré un ralentissement de la croissance économique en 2012. Le FMI y situe le taux d'expansion économique à 4,9%, contre 6,2% en 2011. L'activité économique progresse de 7,8% en Chine en 2012 contre 9,3% en 2011. Elle a augmenté de 4,0% en Inde, après 7,7% en 2011. Au Brésil, la hausse du PIB réel est ressortie à 0,9% contre 2,7% un an plus tôt. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est située à 4,9% en 2012 après 5,4% en 2011.

Sur les marchés des changes, l'euro a pâti en 2012 des difficultés de la Zone euro à juguler la crise des dettes souveraines, des inquiétudes sur la viabilité de ladite Zone et des tensions socio-politiques liées à la mise en œuvre des politiques d'austérité budgétaire dans certains Etats membres. Le cours de l'euro s'est déprécié, en moyenne, de 7,7% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, de 7,6% et 6,6% par rapport respectivement au yen et à la livre sterling. Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu par rapport aux principales monnaies des pays industrialisés, une évolution similaire à celle de la monnaie européenne.

Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés, avec un indice, calculé par le FMI, en hausse en glissement annuel, de 0,7% par rapport à 2011, reflétant l'impact des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient. L'indice des cours du pétrole est ressorti en progression de 1,0% d'une année à l'autre. Dans le sillage de l'évolution d'ensemble des prix des produits agricoles, les prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré en 2012 des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. En moyenne sur l'année 2012, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palme, 24,1% pour le caoutchouc, 21,8% pour la noix de cajou, 19,7% pour le cacao, 11,4% pour l'huile de palme et 6,0% pour le café. En revanche, l'or qui a continué de jouer un rôle de valeur refuge, dans un contexte de fortes incertitudes, a vu son cours se renforcer de 6,4% d'une année à l'autre.

Au plan sous-régional, après une année 2011 particulièrement difficile, marquée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, les Etats membres de l'UEMOA ont renoué

avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. Le produit intérieur brut de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt. La hausse du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est passée, en moyenne, de 3,9% en 2011 à 2,4% en 2012. Au plan national, l'économie s'est fortement ressentie des chocs internes et externes qui n'ont pas permis de consolider les performances enregistrées au cours des dernières années. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel pour l'année 2012, ressortirait à (-1,5%) après une année 2011 exceptionnelle où le taux de croissance du PIB réel a atteint 5,3%. Le recul de l'activité s'explique par la baisse de la production et des exportations de noix de cajou, le repli de l'investissement public du fait notamment de la suspension par certains partenaires des financements prévus, suite à la crise post-électorale. La baisse d'activité dans les secteurs industriels, des BTP et tertiaires ont aussi contribué à cette tendance.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une forte détérioration du déficit du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 42 497,3 millions en 2012 contre 6 630,0 millions en 2011, en rapport avec la forte baisse de la valeur des exportations et la détérioration des soldes des revenus primaires et secondaires. L'excédent du compte de capital s'est également réduit et le compte financier s'est détérioré, ce qui s'est traduit par une détérioration de la position extérieure nette de 33 200,4 millions en 2012 contre une amélioration 26 769,6 millions un an plus tôt. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

(En millions de FCFA)

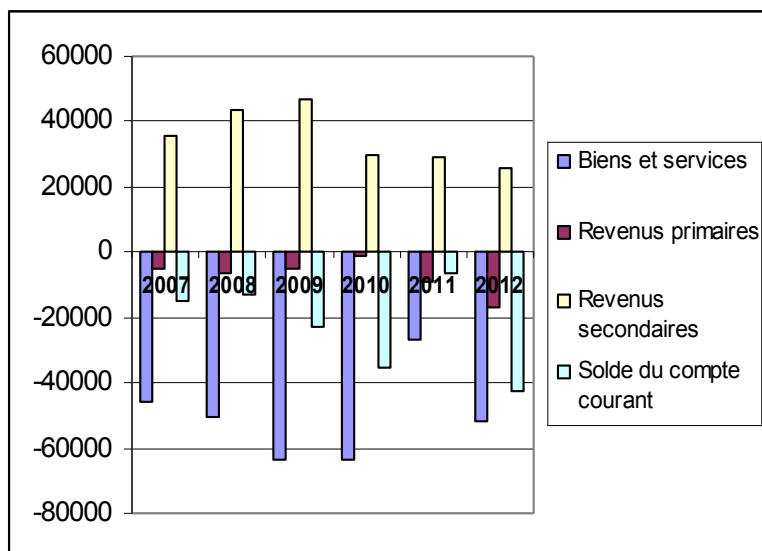
	Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1	Compte des transactions courantes	-14 674,0	-12 874,4	-22 615,1	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3
1.A	Biens et services	-45 847,2	-50 163,6	-63 882,1	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5
1.B	Revenus primaires	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2
1.C	Revenus secondaires	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4
2	Compte de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0
3	Compte financier	-8 891,6	-13 254,9	-7 313,4	436 093,5	-8 703,3	1 688,7
6	Erreurs et omissions nettes	2 481,6	-2 180,1	-4 433,7	-2 114,2	-2 261,7	-4 877,4
7	Solde global	12 087,0	14 665,0	13 743,0	12 180,0	26 769,6	-33 200,4
8	Avoirs et engagements extérieurs	-12 087,0	-14 665,0	-13 743,0	-12 180,0	-26 769,6	33 200,4
8.1	Banque centrale	-10 788,7	-8 823,2	-8 354,1	-1 985,4	-31 244,3	30 550,7
8.2	Autres institutions de dépôts	-1 298,3	-5 841,8	-5 388,9	-10 194,6	4 474,7	2 649,7

Source : BCEAO

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un déficit structurel. Cette situation provient principalement des comptes des biens et services et des revenus primaires, comme l'indique le graphique 1.

Graphique 1 : Solde de la BTC (en millions de FCFA)



Source: BCEAO

Tableau 2 : Compte des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Biens et services	-45 847,2	-50 163,6	-63 882,1	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5
Biens	-29 161,1	-31 630,9	-38 339,7	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0
Services	-16 686,1	-18 532,7	-25 542,4	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5
Revenus primaires	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2
Revenus secondaires	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4
Solde du compte courant	-14 674,0	-12 874,4	-22 615,1	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3
Solde du compte courant (hors dons)	-31 666,7	-29 274,4	-51 121,8	-46 239,8	-22 412,0	-54 397,3
PIB Nominal	333 381,0	386 952,0	390 483,6	418 525,6	465 082,7	468 960,7
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-4,40%	-3,33%	-5,79%	-8,37%	-1,43%	-9,06%

Source : BCEAO

En 2012, la balance des transactions courantes s'est sensiblement détériorée, se fixant à -42 497,3 millions contre -6 630,0 millions l'année précédente, du fait d'une hausse sensible du déficit de la

balance commerciale dont l'effet a été accentué par la détérioration de la balance des revenus primaires et secondaires.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 9,1% du PIB en 2012 contre 1,4% du PIB l'année précédente, comme l'indique le tableau 2.

1.1- BALANCE COMMERCIALE DE BIENS

Le déficit de la balance commerciale de biens s'est sensiblement détérioré, en passant de 1 046,2 millions en 2011 à 25 732,0 millions en 2012, en ligne avec une baisse des exportations plus forte que celle des importations.

Tableau 3 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0
Importations de biens	80 462,2	89 008,9	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0
Balance commerciale de biens	-29 161,2	-31 631,0	-38 339,7	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	63,8%	64,5%	60,0%	64,4%	99,1%	72,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	19,8%	18,9%	19,6%	19,1%	24,3%	17,0%

Source : BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié, passant de 99,1% en 2011 à 72,3% en 2012. Le déficit commercial, en pourcentage du PIB, est passé de 0,2% en 2011 à 5,5% en 2012.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 67 062,0 millions en 2012 contre 112 300,8 millions l'année précédente, soit une baisse 40,3% après une hausse 79,1% en 2011. Le recul de la valeur des exportations s'explique principalement par la baisse de 21,1% du volume de noix de cajou exporté dont l'effet a été accentué par le recul de 21,8% des prix à l'exportation de la noix de cajou libellés en dollar.

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques*(en millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0
<i>Dont réexportations</i>	<i>3 894,4</i>	<i>1 970,0</i>	<i>4 540,7</i>	<i>3 127,2</i>	<i>1 838,0</i>	<i>446,0</i>
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total exportations de biens	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0

Source : BCEAO

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits*(en millions de FCFA)*

Produits	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Noix de cajou 1/	32 112,5	28 796,7	35 671,0	37 327,6	55 793,9	50 360,7
Bois	67,3	115,9	140,6	252,1	87,4	0,0
Autres	186,4	390,6	220,9	190,9	351,1	765,3
Reexportation	3 894,4	1 970,2	4 540,7	3 127,2	1 838,0	446,0
Total statistiques officiels	36 260,6	31 273,4	40 573,1	40 897,9	58 070,4	51 572,0
Ajustement de Valeur	3 665,4	15 478,6	6 706,9	5 587,0	28 425,0	10 025,0
Ajustement de Champ	10 748,0	9 875,0	9 158,0	15 186,1	25 501,5	5 465,0
Total	50 674,0	56 627,0	56 438,0	61 671,0	111 996,9	67 062,0

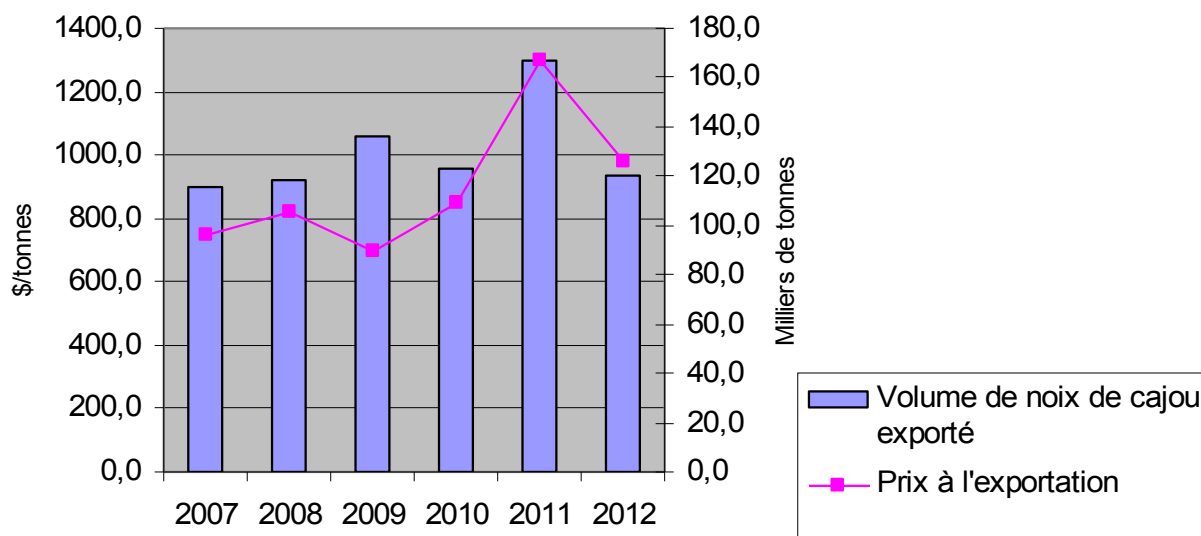
Source : BCEAO

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2012, selon les statistiques officielles, les exportations de noix de cajou ont représenté 97,6% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte concentration des exportations du pays, qui s'explique par la faible diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes de noix de cajou exportés et des prix à l'exportation.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix cajou



Source: Douanes, BCEAO

Les autres produits exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 5%.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau car la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde. Le continent africain, principalement la zone UEMOA occupe la deuxième place, suivi du continent asiatique.

Tableau 6 : Orientation géographique des exportations

(en millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	3 368,6	1 795,6	2 343,3	2 144,5	1 559,1	317,9
UNION EUROPEENNE						
ZONE EURO	3 364,8	1 236,0	2 320,7	2 144,5	1 559,1	149,1
France	84,8	199,9	465,0	836,1	619,9	1,3
Italie	1,3	34,6	691,2	6,8	4,0	0,0
Pays-Bas	38,6	29,2	207,9	194,9	26,1	45,0
Portugal	3 188,0	732,5	843,5	1 082,2	777,9	95,6
Espagne	52,2	217,4	54,6	21,3	18,0	7,2
AUTRES PAYS DE L'UE	0,0	511,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	511,6	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	3,9	48,0	22,6	0,0	0,0	168,9
Russie	3,6	39,0	17,6	0,0	0,0	168,9
AFRIQUE	13 686,0	10 104,4	16 330,0	22 419,6	26 228,2	14 559,9
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8
CEDEAO (hors UEMOA)	168,2	122,5	152,9	355,7	207,9	21,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	38,1	0,0
Cap - Vert	9,5	58,5	71,7	76,2	39,4	17,6
Gambie	8,9	15,3	17,8	8,0	1,2	3,4
R. Guinée	149,8	48,7	63,5	271,4	129,3	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3,6	0,0	51,1	34,2	25,2	2,6
Maroc	0,0	0,0	0,0	6,0	19,1	0,0
Mauritanie	3,6	0,0	4,7	24,4	6,0	0,0
Angola	0,0	0,0	46,5	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE	59,7	34,5	0,0	107,6	956,0	595,6
USA	10,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	85,1	941,5	595,0
ASIE	33 559,7	44 693,4	37 764,5	36 999,0	83 322,5	50 539,7
Chine	19,6	108,5	109,1	568,7	752,4	506,1
Japon	9,3	14,4	17,1	50,0	18,7	0,0
Inde	32 058,6	43 320,1	37 616,5	35 841,4	74 526,9	46 049,0
Pakistan	726,3	0,0	1,3	4,9	97,6	148,2
Singapour	745,3	1 224,5	20,2	524,8	7 575,2	3 665,4
Autres pays	627,1	750,0	999,4	1 031,7	235,0	1 048,8
TOTAL	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0

Source : Douanes, BCEAO

En 2012, les ventes extérieures vers l'Europe se sont repliées, en moyenne annuelle, pour se situer à 317,9 millions en 2012 contre 1 559,1 millions en 2011. Rapportées aux exportations totales du pays, ces ventes ont représenté une part moyenne de 0,5% en 2012 contre 1,4% en 2011. Les

expéditions de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits de pêche, de noix de cajou traité (une part est exportée au Portugal) et de bois.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges informels, ont enregistré une baisse en 2012, s'établissant à 21,7% contre 23,4% en 2011. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Mali (10,5%), le Sénégal (5,4%) et le Togo (5,4%). En valeur, les exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union, ont enregistré une forte baisse, en liaison exclusivement avec le recul des ventes au Sénégal. En 2012, la cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA a estimé la valeur des exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union à 14 536,4 millions contre 25 995,2 millions l'année précédente.

Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA

(en millions de FCFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4

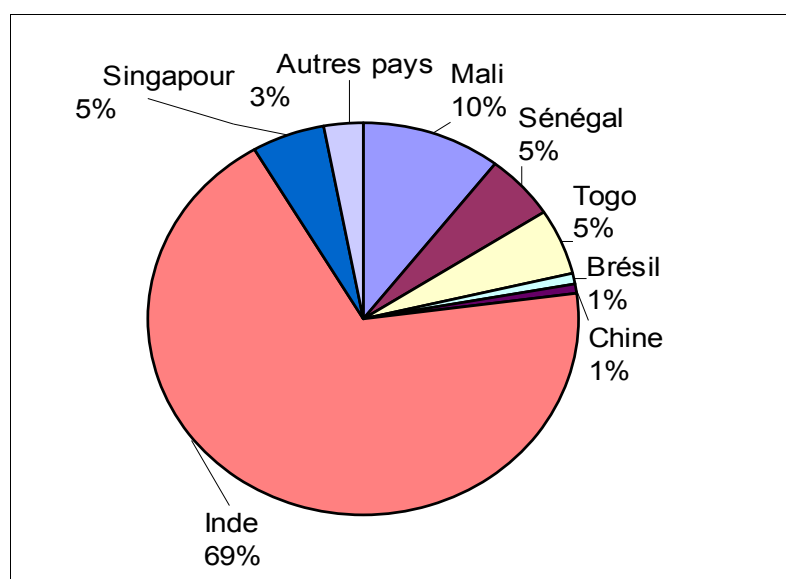
Source : BCEAO

Les exportations vers le continent asiatique ont représenté 75,4% de la valeur des exportations en 2012, constituées essentiellement de la noix de cajou, destinée principalement en Inde.

Les exportations vers l'Amérique demeurent plus faibles, représentant 0,9% du total des exportations du pays. Elles sont principalement destinées au Brésil et sont constituées de noix de cajou décortiquée.

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2012 ont été principalement destinées à l'Inde (68,7%), au Sénégal (5,4%), au Singapour (5,5%), au Mali (10,5%).

Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2012



Source : BCEAO

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) en 2012 a diminué 18,1% après une hausse de 16,4% en 2011. Elle s'établit à 92 794,0 millions contre 113 347,0 millions en 2011. Cette évolution s'explique par le recul de la demande intérieure qui s'est traduit par une baisse des acquisitions de produits alimentaires (-5,2%), d'autres biens de consommation (-17,7%), de produits pétroliers (-25,8%), de biens intermédiaires (-14,5%) et de biens d'équipements (-25,3%).

Tableau 8 : Evolution des importations de biens par principales composantes

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	80 462,2	89 008,8	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	80 462,2	89 008,8	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0
Importations de biens / PIB	24,1%	23,0%	24,5%	23,3%	24,4%	19,8%

Source : BCEAO

Tableau 9 : Evolution des importations biens par rubriques

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales (statistiques douanières)	72 875,7	57 456,6	81 082,8	79 758,8	86 686,0	66 187,1
Ajustement	20 685,1	46 042,1	30 285,7	33 434,3	45 112,8	41 712,9
Total Importations CAF	93 560,7	103 498,7	111 368,5	113 193,2	131 798,8	107 900,0
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	80 462,2	89 008,9	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0

Source : BCEAO

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations en 2012 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (34,7%), des biens d'équipements (23,4%), des produits énergétiques (17,9%), des biens intermédiaires et de matières premières (10,7%) et des autres biens divers (5,8%).

Tableau 10 : Importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	30 406,5	32 790,7	31 976,7	31 395,3	39 470,2	37 422,8
Autres biens de consommation courante	4 186,0	5 930,2	7 093,0	8 255,8	9 819,3	8 077,5
Produits énergétiques	20 290,7	24 534,9	23 837,2	24 534,9	26 080,6	19 339,1
Matières premières et biens intermédiaires	9 186,0	9 418,6	9 651,2	10 348,8	13 453,5	11 507,3
Biens d'équipement	22 430,2	23 255,8	29 767,4	30 465,1	33 816,2	25 260,2
Produits divers	7 061,3	7 568,4	9 043,0	8 193,3	9 159,1	6 293,1
Total importations de biens CAF	93 560,7	103 498,6	111 368,5	113 193,2	131 798,8	107 900,0
Total importations de biens FOB	80 462,2	89 008,8	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0

Source : BCEAO

Les importations de produits alimentaires ont baissé de 5,2%, en moyenne par an. Les achats de céréales, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. Le poids important des produits céréaliers (60,4% dont 51,9% concerne le riz) dans les importations de produits alimentaires met en évidence la nécessité d'une dynamisation de la production vivrière afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. En 2012, la valeur des importations de riz a baissé de 7,1%, en rapport avec le recul de la demande intérieure. La valeur des importations de blé a augmenté de 1,2%, en rapport avec une hausse de 9,9% des volumes importés et un recul de 7,6% des prix à l'exportation. Les importations de sucres ont baissé de 13,5%, sous l'effet des volumes importés (-15,5%) dont l'impact a été quelque peu atténué par la hausse de 1,3% des prix à l'exportation.

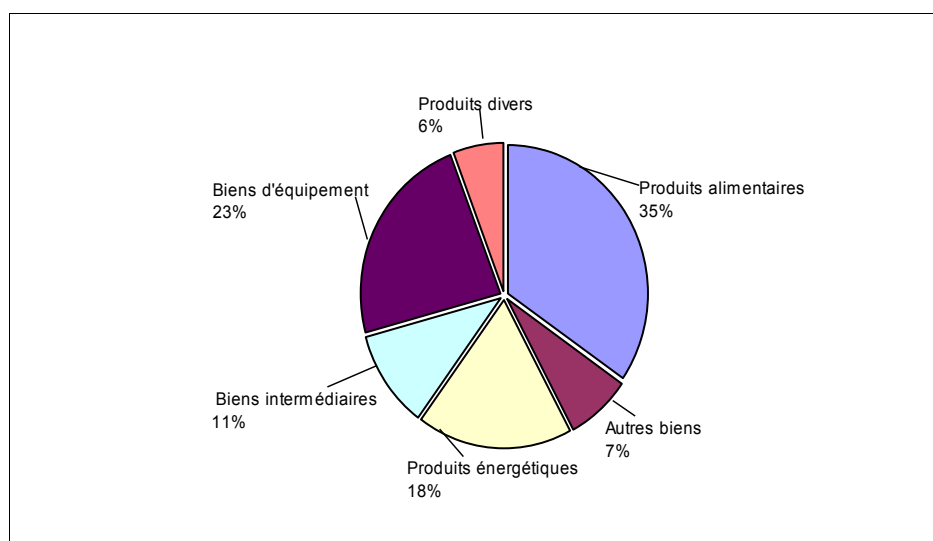
Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont régulièrement inscrits en hausse entre 2000 et 2011, et le rythme de croissance s'est fortement accéléré à partir de 2005. Ces produits, qui

occupaient le dernier rang dans le classement des importations sur la période 2000-2004, occupent le deuxième rang sur la période 2005-2011. Le Portugal, le Sénégal et Côte d'Ivoire ont constitué les principaux fournisseurs du pays en produits énergétiques. En 2012, les acquisitions de produits pétroliers ont diminué de 25,8% après une hausse 22,4% en 2011, en rapport avec le recul de la demande intérieure. Ainsi, le volume des importations de produits pétroliers ont baissé de 32,1% et l'impact a été légèrement atténué par la hausse des prix.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composés en grande partie de matériaux de construction ont reculé en moyenne par an de 14,5%. Cette orientation est en rapport notamment avec la baisse d'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

Les importations de biens d'équipement ont progressé de 2,7% en moyenne par an entre 2000 et 2011. Le dynamisme des acquisitions de ces biens est lié à l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques. Les biens d'équipement sont importés du Sénégal, du Japon et du continent européen, particulièrement du Portugal, de la France, de l'Espagne et des Pays-Bas. Cette dynamique ne s'est pas poursuivie en 2012 où les importations de biens d'équipement ont baissé de 25,3% après une hausse de 8,8% 2011, en rapport avec l'évolution des importations des matériels de transport (-44,8%) et de machines et moteurs (-33,3%).

Graphique 4 : Composition des importations de biens

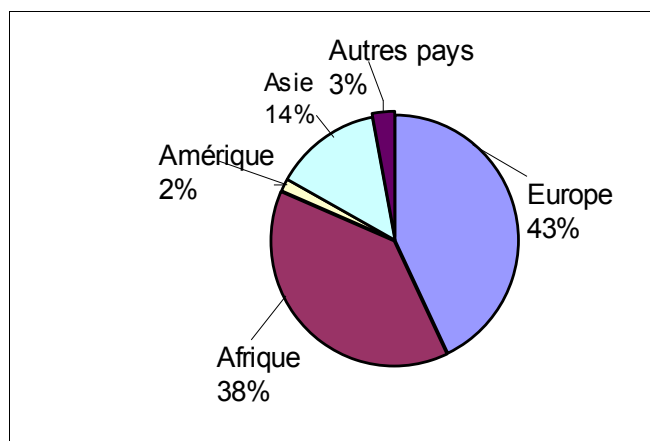


Source : BCEAO

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2012.

Graphique 5 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO

L'Europe, principalement, l'Union Européenne est restée au premier rang des fournisseurs de la Guinée-Bissau. Sa part dans les importations totales est évaluée à 43,0% en 2012 contre 46,5% en 2011. Les importations du pays en provenance de cette région sont effectuées principalement dans la Zone euro, spécifiquement au Portugal qui demeure parmi les premiers pays fournisseurs de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales du pays estimée à 33,0%. Les importations en provenance de l'Union Européenne sont constituées, pour la plupart, de produits alimentaires (riz, blé, produits de laiterie, sucres et boisson), de biens d'équipements (matériaux de transport) et du gaz butane.

Les achats de biens dans le continent africain sont soutenus par la vigueur des échanges avec le Sénégal qui est devenu le premier partenaire de la Guinée-Bissau. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique dans les importations totales du pays s'est située à 38,5% contre 34,5% en 2011. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. En 2012, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont connu une baisse de 10,1%, pour s'établir à 38 871,7 millions, en rapport avec la baisse des importations en provenance du Mali.

Tableau 11 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

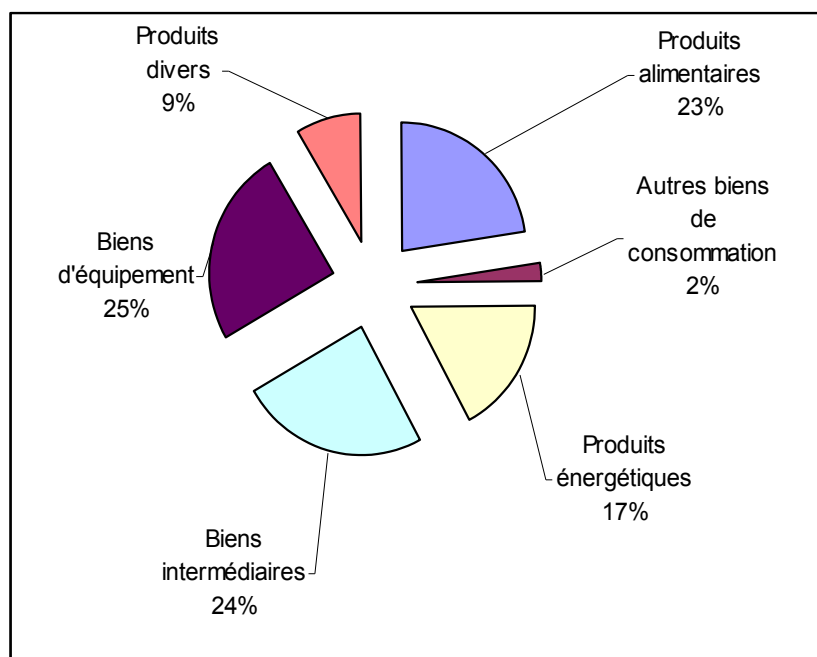
(en millions de F CFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	4,6	6,1	2 828,6	1 003,1	1 106,0	316,9
Burkina	32,3	62,7	22,9	606,8	185,2	13,3
Côte d'Ivoire	5 129,9	6 412,2	3 292,2	1 499,4	557,3	389,5
Mali	334,9	1 107,6	1 790,6	2 041,6	9 855,3	651,4
Niger	62,0	0,0	374,7	275,5	268,3	0,0
Sénégal	40 506,8	29 421,4	28 721,2	32 643,9	30 648,0	37 100,2
Togo	1 222,3	79,5	2 270,9	1 870,4	595,5	400,4
UEMOA	47 292,8	37 089,5	39 301,1	39 940,7	43 215,6	38 871,7

Source : BCEAO

Sur la base des données officielles enregistrées par les services douaniers, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de biens d'équipements (25%), de biens intermédiaires (24%), de produits alimentaires (23%) et de produits pétroliers (17%). En 2012, les importations de biens d'équipements ont concerné principalement les machines et appareils électriques, les véhicules et les groupes électrogènes. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment. Les importations de produits alimentaires concernent les produits céréaliers, le sucre et les légumes.

Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz en provenance du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires en provenance du Japon, de la Chine, de l'Inde et des Emirats arabes unis. Ces acquisitions ont représenté 14,0% des importations totales en 2012 et en 2011 contre 13,4% en 2010.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 1,6% du total des importations en 2012 contre 3,5% en 2011. Ils ont baissé en valeur de 62,9%, en rapport avec la baisse des acquisitions en provenance du Brésil et des Etats-Unis. Le Brésil demeure le premier partenaire de l'Union dans le continent américain avec une part dans les importations totales du pays estimée à 1,3% en 2012 contre 2,6% en 2011. Les États-Unis suivent, au niveau du continent américain, avec une part moyenne de 0,3% en 2012 contre 0,7% en 2011.

Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

	2007		2008		2009		2010		2011		2012	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	24 707,3	26,9%	35 927,5	35,4%	46 161,3	41,6%	45 656,0	40,3%	63 118,1	46,5%	46 365,5	43,0%
U. EUROPEENNE (ZONE EURO)	24 584,7	26,8%	35 649,6	35,1%	45 983,9	41,4%	44 710,4	39,5%	62 569,0	46,1%	45 796,6	42,4%
Belgique	108,6	0,1%	836,0	0,8%	155,3	0,1%	378,1	0,3%	724,8	0,5%	230,5	0,2%
France	717,4	0,8%	2 589,1	2,6%	4 646,7	4,2%	9 266,0	8,2%	6 816,1	5,0%	3 548,1	3,3%
Allemagne	0,0	0,0%	1 197,2	1,2%	1 376,3	1,2%	1 052,3	0,9%	1 614,6	1,2%	250,2	0,2%
Italie	332,8	0,4%	290,8	0,3%	322,1	0,3%	880,9	0,8%	1 341,4	1,0%	602,8	0,6%
Pays-Bas	4 025,1	4,4%	4 183,2	4,1%	7 256,8	6,5%	4 507,0	4,0%	4 773,9	3,5%	3 601,1	3,3%
Portugal	17 912,7	19,5%	24 602,9	24,2%	27 700,5	24,9%	27 185,1	24,0%	43 431,3	32,0%	35 573,9	33,0%
Espagne	1 488,1	1,6%	1 950,4	1,9%	4 526,3	4,1%	1 440,9	1,3%	3 866,9	2,8%	1 990,0	1,8%
AUTRES PAYS DE L'UE	36,7	0,0%	96,4	0,1%	95,1	0,1%	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%
Royaume-Uni	36,7	0,0%	96,4	0,1%	95,1	0,1%	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%
AUTRES PAYS D'EUROPE	85,9	0,1%	181,5	0,2%	82,3	0,1%	544,6	0,5%	454,9	0,3%	511,3	0,5%
Suisse	10,5	0,0%	157,4	0,2%	36,4	0,0%	330,0	0,3%	118,9	0,1%	23,1	0,0%
Turkie	0,0	0,0%	24,1	0,0%	45,9	0,0%	214,6	0,2%	306,6	0,2%	488,1	0,5%
Russie	75,3	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,4	0,0%	0,0	0,0%
AFRIQUE	49 746,1	54,2%	38 812,9	38,2%	41 350,7	37,2%	42 177,3	37,3%	45 509,6	33,5%	41 521,7	38,5%
UEMOA	47 292,8	51,6%	37 089,5	36,5%	39 301,1	35,4%	39 940,7	35,3%	43 215,6	31,8%	38 871,7	36,0%
Bénin	4,6	0,0%	6,1	0,0%	2 828,6	2,5%	1 003,1	0,9%	1 106,0	0,8%	316,9	0,3%
Burkina	32,3	0,0%	62,7	0,1%	22,9	0,0%	606,8	0,5%	185,2	0,1%	13,3	0,0%
Côte d'Ivoire	5 129,9	5,6%	6 412,2	6,3%	3 292,2	3,0%	1 499,4	1,3%	557,3	0,4%	389,5	0,4%
Mali	334,9	0,4%	1 107,6	1,1%	1 790,6	1,6%	2 041,6	1,8%	9 855,3	7,3%	651,4	0,6%
Niger	62,0	0,1%	0,0	0,0%	374,7	0,3%	275,5	0,2%	268,3	0,2%	0,0	0,0%
Sénégal	40 506,8	44,2%	29 421,4	29,0%	28 721,2	25,9%	32 643,9	28,8%	30 648,0	22,6%	37 100,2	34,4%
Togo	1 222,3	1,3%	79,5	0,1%	2 270,9	2,0%	1 870,4	1,7%	595,5	0,4%	400,4	0,4%
CEDEAO (hors UEMOA)	1 921,7	2,1%	867,2	0,9%	1 432,8	1,3%	1 408,2	1,2%	1 440,7	1,1%	1 431,5	1,3%
Cap - Vert	14,4	0,0%	13,0	0,0%	27,3	0,0%	233,6	0,2%	251,0	0,2%	234,1	0,2%
Gambie	1 700,8	1,9%	663,5	0,7%	1 000,4	0,9%	873,0	0,8%	868,4	0,6%	1 021,4	0,9%
Ghana	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	31,5	0,0%
R. Guinée	206,6	0,2%	190,8	0,2%	405,1	0,4%	301,6	0,3%	321,3	0,2%	139,6	0,1%
Nigeria	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,9	0,0%
CEMAC	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	48,4	0,0%
Cameroun	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	48,4	0,0%
Gabon	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	0,0	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	531,6	0,6%	856,2	0,8%	616,8	0,6%	828,4	0,7%	849,1	0,6%	1 170,1	1,1%
Algérie	231,7	0,3%	506,1	0,5%	12,2	0,0%	3,0	0,0%	90,6	0,1%	290,5	0,3%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	16,7	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Libye	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Mauritanie	90,9	0,1%	45,0	0,0%	10,7	0,0%	13,3	0,0%	50,9	0,0%	57,4	0,1%
Maroc	146,5	0,2%	100,4	0,1%	349,8	0,3%	371,0	0,3%	502,0	0,4%	315,2	0,3%
Afrique du Sud	0,0	0,0%	170,1	0,2%	106,7	0,1%	152,6	0,1%	174,7	0,1%	496,1	0,5%
Tunisie	10,6	0,0%	34,6	0,0%	113,7	0,1%	178,9	0,2%	20,0	0,0%	10,8	0,0%
Egypte	51,9	0,1%	0,0	0,0%	6,9	0,0%	109,6	0,1%	11,0	0,0%	0,0	0,0%
AMERIQUE	2 644,1	2,9%	3 752,9	3,7%	5 741,2	5,2%	6 790,8	6,0%	4 794,0	3,5%	1 779,0	1,6%
Antigua	459,2	0,5%	721,3	0,7%	370,9	0,3%	1 041,1	0,9%	303,8	0,2%	0,0	0,0%
Argentine	208,9	0,2%	152,1	0,1%	688,0	0,6%	57,5	0,1%	18,8	0,0%	3,8	0,0%
Brésil	1 333,9	1,5%	2 733,3	2,7%	4 127,8	3,7%	3 809,6	3,4%	3 457,9	2,5%	1 426,9	1,3%
Canada	0,0	0,0%	5,9	0,0%	15,7	0,0%	5,3	0,0%	10,8	0,0%	0,0	0,0%
Cuba	0,3	0,0%	6,3	0,0%	0,4	0,0%	5,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Etats-Unis	641,8	0,7%	134,0	0,1%	538,4	0,5%	1 872,3	1,7%	1 002,7	0,7%	348,2	0,3%
ASIE	11 776,8	12,8%	14 099,8	13,9%	15 833,0	14,3%	15 189,9	13,4%	18 980,0	14,0%	15 066,8	14,0%
Chine	293,7	0,3%	512,6	0,5%	2 979,6	2,7%	3 326,9	2,9%	1 781,0	1,3%	1 895,6	1,8%
Inde	1 521,7	1,7%	337,8	0,3%	303,8	0,3%	821,2	0,7%	764,0	0,6%	3 698,3	3,4%
Japon	1 663,2	1,8%	1 827,3	1,8%	3 250,7	2,9%	3 598,4	3,2%	3 887,9	2,9%	657,8	0,6%
Corea	49,8	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,3	0,0%	17,4	0,0%
Liban	49,0	0,1%	32,1	0,0%	18,6	0,0%	66,0	0,1%	125,7	0,1%	102,7	0,1%
Malaisie	194,3	0,2%	175,7	0,2%	258,9	0,2%	291,1	0,3%	265,4	0,2%	77,9	0,1%
Pakistan	832,3	0,9%	189,5	0,2%	765,0	0,7%	2 288,0	2,0%	1 854,3	1,4%	5 825,6	5,4%
Singapour	1 128,7	1,2%	277,9	0,3%	460,2	0,4%	690,5	0,6%	540,5	0,4%	235,9	0,2%
Vietnam	88,6	0,1%	2 840,7	2,8%	3 864,8	3,5%	2 111,3	1,9%	6 379,5	4,7%	168,7	0,2%
Thaïlande	5 376,2	5,9%	6 992,9	6,9%	2 985,5	2,7%	915,9	0,8%	1 311,5	1,0%	59,7	0,1%
Emirats Arabes Unis	579,1	0,6%	913,2	0,9%	945,8	0,9%	1 080,7	1,0%	2 040,9	1,5%	1 830,2	1,7%
Indonésie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	497,0	0,5%
AUTRES PAYS	2 860,5	3,1%	8 889,3	8,8%	1 998,3	1,8%	3 391,7	3,0%	3 365,8	2,5%	3 167,1	2,9%
TOTAL GENERAL	91 734,8	100,0%	101 482,4	100,0%	111 084,5	100,0%	113 205,7	100,0%	135 767,5	100,0%	107 900,0	100,0%
EUROPE	24 707,3	26,9%	35 927,5	35,4%	46 161,3	41,6%	45 656,0	40,3%	63 118,1	46,5%	46 365,5	43,0%
AFRIQUE	49 746,1	54,2%	38 812,9	38,2%	41 350,7	37,2%	42 177,3	37,3%	45 509,6	33,5%	41 521,7	38,5%
AMERIQUE	2 644,1	2,9%	3 752,9	3,7%	5 741,2	5,2%	6 790,8	6,0%	4 794,0	3,5%	1 779,0	1,6%
ASIE	11 776,8	12,8%	14 099,8	13,9%	15 833,0	14,3%	15 189,9	13,4%	18 980,0	14,0%	15 066,8	14,0%
AUTRES PAYS	2 860,5	3,1%	8 889,3	8,8%	1 998,3	1,8%	3 391,7	3,0%	3 365,8	2,5%	3 167,1	2,9%

Source : Douanes, BCEAO

1.2- BALANCE DE SERVICES

En 2012, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 25 946,5 millions contre 25 979,2 millions l'année précédente, affichant ainsi une relative stabilité qui résulte d'une amélioration du solde des « transports » et des « Voyages » dont l'effet a été compensé par la détérioration du solde des « Autres services ».

Tableau 13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-11 464,2	-14 333,7	-14 441,6	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3
<i>Dont fret</i>	-11 267,8	-14 150,2	-14 289,5	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9
Voyage	-5 662,6	-3 299,2	-6 538,9	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8
Autres services	440,7	-899,8	-4 562,0	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4
Total services nets	-16 686,1	-18 532,7	-25 542,4	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5

Source : BCEAO

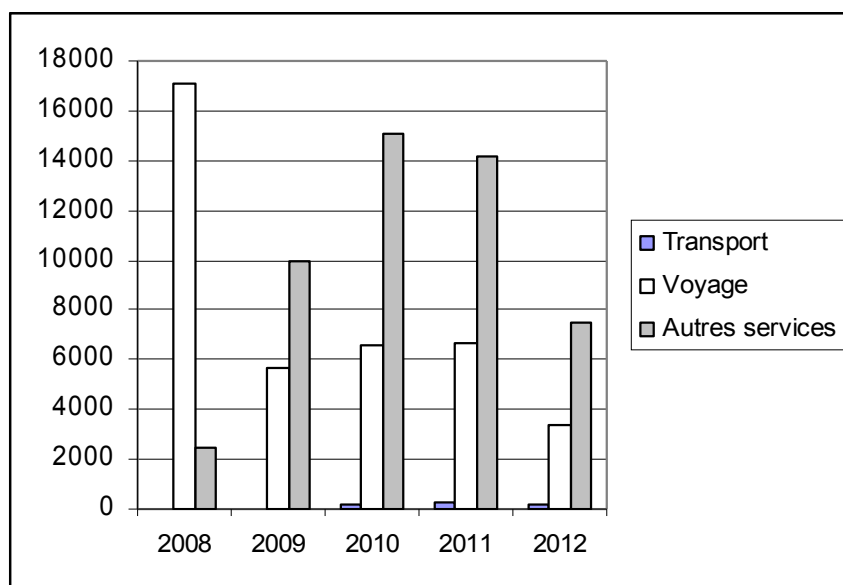
Les importations de services ont connu une baisse de 10 030,0 millions et les exportations de services ont diminué de 9 997,3 millions.

1.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « voyage », en rapport avec une meilleure prise en compte de recettes touristiques. Les autres services ont aussi enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services financiers et de télécommunications, à la faveur du développement enregistré dans le secteur de téléphonie mobile et l'installation de nouvelles banques en Guinée-Bissau.

En 2012, les exportations de services ont accusé une forte baisse, se fixant à 11 071,1 millions contre 21 068,4 millions en 2011. Le poste « voyage » a enregistré un recul, se situant à 3 393,1 millions en 2012 contre 6 635,2 millions en 2011, en rapport avec la baisse des recettes touristiques. Les « autres services » ont connu une forte baisse, passant de 14 188,2 millions en 2011 à 7 786 millions en 2012, en rapport avec la baisse enregistrée au niveau du poste « services d'information ». Le poste « transport » reste marginal en se situant à 192,0 millions contre 245,0 millions en 2010.

Graphique 7 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)



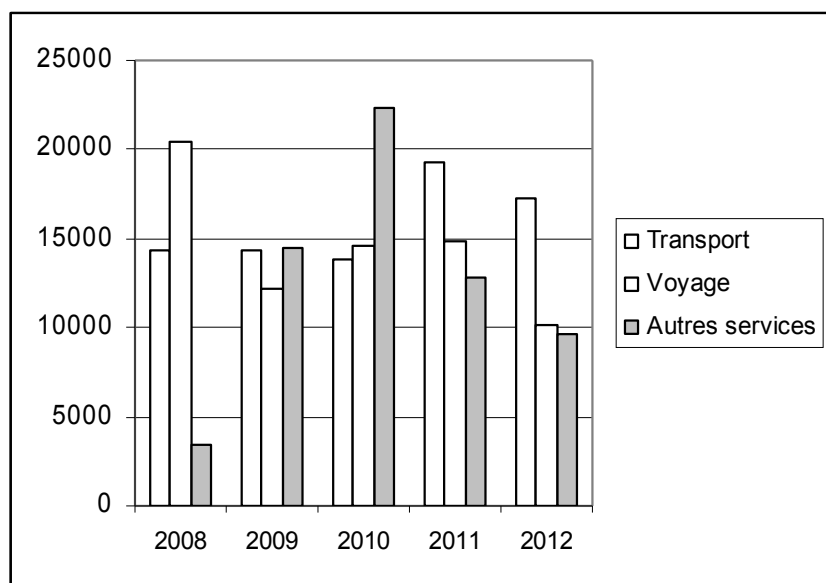
Source : BCEAO

1.2.2- Importations de services

Les importations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste Voyage. Les autres services ont également enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services (services juridiques, services de comptabilité, conseil aux entreprises, services de publicité, études de marchés) supportés par les entreprises notamment celles opérant dans les secteurs des télécommunications et financiers.

En 2012, les importations de services se sont situées à 37 017,6 millions contre 47 047,6 millions en 2011, soit une baisse de 10 030,0 millions. Le poste « Transport » qui représente 46,6% des importations de services a baissé de 2 031,7 millions, en rapport avec la baisse du Fret, induite par le recul des importations. Le poste « Voyage » qui représente 27,3% des importations de services, a enregistré un recul de 4 762,3 se situant à 10 124,9 millions en 2012 contre 14 884,2 millions en 2011. S'agissant des importations d'autres services, elles ont baissé de 3 236,0 millions, en rapport avec la baisse au niveau du poste « autres services aux entreprises » dont les importations passent de 7 614,3 millions en 2011 à 2 226,9 millions en 2012, en liaison avec le recul de l'activité dans les différents secteurs économiques.

Graphique 8 : Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

1.3- Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. Le déficit s'est accentué pour atteindre 16 864,2 milliards en 2012 contre 8 733,6 milliards en 2011. Cette situation est essentiellement liée à la dégradation des revenus des investissements dont le déficit est passé de 8 489,6 millions en 2011 à 15 021,9 millions en 2012, en rapport avec la baisse des revenus tirés des autres investissements qui sont passés de 5 476 millions en 2011 à 1 364 millions en 2012. Le solde des revenus du travail est ressorti à -1 810,3 millions contre 244,0 millions l'année précédente.

Tableau 14 : Revenus primaires

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunérations des salariés	-76,7	-143,2	-57,0	861,5	-244,0	-1 810,3
Revenus des investissements	-4 666,2	-6 437,2	-5 222,5	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-4 772,0	-6 318,0	-5 493,0	-500,0	0,0	0,0
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,0
Revenu primaire net	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2

Source : BCEAO

1.4- Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché un recul en 2012, se fixant à 26 045,4 millions

en 2012 contre 29 129,0 millions en 2011.

Tableau 15 : Revenus secondaires

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Administration publique	16 992,7	28 689,9	31 354,2	14 205,0	17 314,0	11 911,0
Autres secteurs	18 923,4	15 179,8	15 192,4	15 536,9	11 815,0	14 134,4
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>18 616,8</i>	<i>14 785,9</i>	<i>13 681,2</i>	<i>12 130,5</i>	<i>10 697,0</i>	<i>12 363,0</i>
Revenu secondaire net	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4

Source : BCEAO

Les transferts courants publics sont ressortis en 2012 à 11 911,0 millions contre 17 314,0 millions en 2011, en rapport avec la baisse des appuis budgétaires et le non décaissement par l'Union Européenne, des ressources prévues au titre des accords de pêche du fait de la suspension des relations avec le pays suite à la crise post-électorale. Les appuis budgétaires proviennent exclusivement des Institutions communautaires sous régionales et du Nigeria. La compensation financière au titre des accords de pêche avec l'UE, qui avait atteint 6 854,8 millions en 2011 n'a pas été décaissée en 2012.

Le solde des transferts privés nets s'est amélioré, en rapport avec une baisse des transferts privés émis plus importante que ceux reçus des travailleurs migrants. En effet, les transferts reçus en 2012 se sont situés à 23 162,3 millions contre 23 843,4 en 2011 millions, soit une baisse de 2,9%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 10 798,8 millions contre 13 339,6 millions en 2011, soit une baisse de 19,0%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal, de la France, de l'Espagne, du Royaume Unis, des autres pays de l'UEMOA, notamment du Sénégal, et du Brésil. Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal, au Sénégal et au Brésil.

Encadré 1 : Enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants

L'enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été initiée pour collecter les informations pouvant permettre d'améliorer la connaissance des flux des transferts de fonds des travailleurs migrants, en vue d'une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements et la formulation des politiques économiques des pays membres de l'UEMOA.

Les envois de fonds des travailleurs migrants représentent une source importante de financement extérieur des économies en développement. En augmentation régulière depuis plusieurs années, ces ressources représentent pour les pays en développement la deuxième source de financement, derrière les investissements directs étrangers (IDE) et avant l'aide publique au développement (APD).

L'enquête réalisée en Guinée-Bissau en 2011 révèle que 22,2% des fonds reçus passent par les circuits informels de transferts, à travers des commerçants, des hommes d'affaires ou s'effectuent par téléphone. Les transferts sont dominés par ceux en provenance du Portugal qui représentent 45,4% des fonds reçus, suivis de ceux en provenance de l'Espagne (16,3%) et de la France (11,5%). Au total, les flux en provenance de l'Europe représentent 83,3% des fonds reçus. Les transferts sont généralement destinés à la couverture des besoins de consommation courante qui absorbent 48% des transferts reçus. Les envois consacrés aux dépenses de santé et d'éducation représentent respectivement 18,4% et 10,6% des transferts reçus. Une part plus faible est consacrée aux investissements (10,7%) dont 8,2% aux investissements immobiliers et 2,7% aux autres investissements.

Les transferts émis passent à 86,1% par les canaux formels. Ils sont destinés principalement au Brésil (34,7%), au Sénégal (21,3%) et au Portugal (11,5%). Les fonds sont destinés essentiellement à la couverture des besoins de consommation courante (48,4%), d'éducation et de santé (26,8% et 6,4% respectivement) et aux événements familiaux (7,4%). Les besoins d'épargne et d'investissement immobilier expliquent respectivement 4,4% et 3,1% des transferts émis.

II- COMPTE DE CAPITAL

2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2012.

2.2- Transferts de capital

Le solde du compte de capital s'est établi à 15 863,0 millions de FCFA en 2012 contre 26 958,0 millions de FCFA un an auparavant. Cette forte baisse s'explique par le recul des transferts destinés au financement des projets publics avec la suspension par certains partenaires extérieurs (BM, BAD, UE, Angola), des décaissements prévus, suite à la crise post-électorale.

Tableau 16 : Compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0
Administration publique	15 349,5	16 464,6	32 499,4	485 427,5	25 700,0	15 900,0
<i>Dont remises de dettes</i>	5 351,2	2 009,9	32 499,4	484 447,1	0,0	0,0
Autres secteurs	38,3	0,0	978,9	0,0	1 258,0	-37,0
Solde du compte de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-a-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 13, présente l'évolution de ce compte de 2007 à 2012.

Tableau 17 : Compte financier*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissements directs	-8 891,6	-2 672,5	-8 335,1	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2
Investissements de portefeuille	-498,2	-250,7	14,3	44,6	-16,1	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	498,2	-10 331,8	1 007,4	449 768,8	2 715,8	5 146,9
Solde du compte du compte financier	-8 891,6	-13 254,9	-7 313,4	436 093,5	-8 703,3	1 688,7

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfices réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2012, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 3 458,2 millions en 2012 contre 11 403,0 en 2011. Rapporté au PIB, les flux nets d'investissements directs se situent à 0,7% en 2012 contre 2,5% en 2011.

Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux en 2012, sont le secteur des télécommunications, le secteur commercial et le secteur bancaire. Ces participations directes proviennent principalement des autres pays de la zone UEMOA (2 162,9 millions) et ceux de la zone Euro (1 079,0 millions).

Tableau 18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers*(En millions de FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2012
EUROPE	1 079,0
UNION EUROPEENNE	1 079,0
ZONE EURO	1 079,0
Portugal	1 076,0
AFRIQUE	2 303,2
UEMOA	2 162,9
Côte d'Ivoire	16,8
Mali	355,3
Sénégal	1 790,8
Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA	140,3
Mauritanie	140,3
Total	3 382,2

Source : BCEAO

Encadré 2 : Evolution du dispositif de l'Union en matière de suivi des investissements directs étrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises à compter de 2009. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, a permis de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle plus détaillée pour les années 2009 et 2010.

Pour les deux premières années, les informations ont permis d'affiner l'analyse de la nature des investissements étrangers reçus ou effectués par les pays de l'Union à l'extérieur, facilitant ainsi l'identification des voies et moyens de renforcement des politiques d'attraction de ces ressources. Ces données ont également contribué au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE).

Toutefois, l'ancien cadre était limité au suivi des données sur les prises de participation étrangères reçues ou réalisées par des entreprises résidentes à l'extérieur. Les opérations d'emprunt, de crédit commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements n'étaient pas concernées, bien qu'elles soient de plus en plus importantes dans les pays de l'Union. A cet égard, dans le cadre de la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union, en vue de l'adapter à la méthodologie de la 6e édition du Manuel du FMI, le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant les transactions sur les instruments de dette, ventilées par partenaire et par secteur d'activité. En plus du renforcement du cadre d'analyse des comptes extérieurs de l'Union, ce nouveau formulaire, plus conforme aux exigences de la norme permet aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de la même période, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par une relative stabilité contre une augmentation nette des engagements de 16,1 millions en 2011.

3.3- Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. Le solde net des autres investissements s'est détérioré de 5 146,6 millions, en rapport avec l'augmentation des créances nettes du secteur privé sous forme de crédits commerciaux et de dépôts à l'étranger, dont l'effet a été quelque atténué par l'accroissement des tirages publics nets. Ces tirages proviennent principalement de la BOAD dans le cadre du financement des projets publics d'infrastructures.

IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

4.1- Avoirs et engagements de la Banque centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 64 092,7 millions en 2012 contre 94 643,4 millions en 2011, traduisant ainsi une détérioration de 30 550,7 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 103 026,5 millions en 2011 à 72 571,2 millions au titre de l'année 2012, indiquant une détérioration de la position créditrice de la Guinée-Bissau en compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une relative stabilité, se fixant à 8 478,5,4 millions en 2011.

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2012 est ressortie créditrice de 23 856,3 millions contre 26 506,0 millions l'année précédente, soit une détérioration de 2 649,7 millions. Cette évolution résulte d'une baisse de 14 633,0 millions des avoirs des banques supérieure au recul de 11 983,3 millions enregistré au niveau des engagements.

4.3- Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations de la position créditrice de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde déficitaire de 33 200,4 millions en 2012 contre un excédent 26 769,3 millions un an auparavant.

Tableau 19 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	Variation
I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO			
Avoirs			
- Statistiques monétaires	112 409,3	81 783,3	-30 626,0
- Position de réserve	1 042,4	141,7	-900,7
- DTS détenus	-9 641,0	-9 641,0	0,0
- Ajustement	-784,2	287,2	1 071,4
Total avoils -Statistiques de la Balance des Paiements	103 026,5	72 571,2	-30 455,3
Engagements			
- Statistiques monétaires	16 980,8	16 793,0	-187,8
- Allocation de DTS	10 588,8	10 404,1	-184,7
- Ajustement	1 991,1	2 089,6	98,5
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	8 383,1	8 478,5	95,4
II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPOTS			
Avoirs			
- Statistiques monétaires	44 315,0	28 777,0	-15 538,0
- Débiteurs divers	295,0	181,0	-114,0
- Billets externes UMOA	3 294,0	3 279,0	-15,0
- Ajustements	1 812,0	2 846,0	1 034,0
Total avoils -Statistiques de la Balance des Paiements	49 716,0	35 083,0	-14 633,0
Engagements			
- Statistiques monétaires	20 452,0	9 231,0	-11 221,0
- Ajustements	2 758,0	1 995,7	-762,3
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	23 210,0	11 226,7	-11 983,3

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

La Position Extérieure Globale de la Guinée-Bissau (PEG) s'est détériorée en 2012, se fixant à -162 827,0 millions contre -131 330,8 millions l'année précédente, en liaison avec une baisse du stock d'actifs.

En effet, le stock d'actifs financiers a enregistré une baisse de 31 237,1 millions, s'établissant à 131 362,9 millions, induite principalement par le recul des avoils de réserves.

S'agissant du stock des passifs, il affiche une relative stabilité, se fixant à 297 189,9 millions en 2012, en rapport avec une hausse des investissements directs reçus dont l'effet a été limité par le recul des autres investissements.

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu principalement par la Banque Centrale à travers les avoils de réserves

qui représentent 62,3% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 21,9% du stock des avoirs financiers contre 15,0% pour les autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu principalement par l'Administration publique et les sociétés non financières. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE a progressé en 2012 pour atteindre 75 232,9 millions de FCFA. Les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications (52,8%), le secteur bancaire (25,9%), le secteur commercial (12,7%) et le secteur des BTP (6,1%).

Tableau 20 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	81 783,3	28 712,0	0,0	110 495,3	412,0	20 455,6	131 362,9
Investissements directs				0,0		4 437,6	4 437,6
Investissements de portefeuille		1 000,0		1 000,0			1 000,0
Dérivés financiers				0,0			0,0
Autres investissements		27 712,0		27 712,0	412,0	16 018,0	44 142,0
Avoirs de réserves	81 783,3	0,0	0,0	81 783,3	0,0	0,0	81 783,3
Or monétaire				0,0			0,0
Droits de tirage spéciaux	9 471,8			9 471,8			9 471,8
Position de réserve au FMI	141,7			141,7			141,7
Autres avoirs de réserve	72 169,8			72 169,8			72 169,8
							0,0
Stocks de passifs financiers	6 388,9	8 285,2	187 580,8	202 254,9	142,0	91 793,0	294 189,9
Investissements directs				0,0		75 232,9	75 232,9
Investissements de portefeuille				0,0			0,0
Dérivés financiers				0,0			0,0
Autres investissements	6 388,9	8 285,2	187 580,8	202 254,9	142,0	16 560,1	218 957,0
Position extérieure globale nette	75 394,4	20 426,8	-187 580,8	-91 759,6	270,0	-71 337,4	-162 827,0

Source : BCEAO

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale

Au niveau du stock d'actifs financiers, la quasi-totalité est détenue sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro. S'agissant du stock de passifs financiers, 34,9% sont détenus par les opérateurs résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 14,5% par ceux de la zone Euro et 50,6% par ceux des autres pays. S'agissant des investissements directs en particulier, 38,1% proviennent des autres pays de l'UEMOA (principalement du Sénégal) et 58,4% de la Zone Euro principalement du Portugal et du Luxembourg.

CONCLUSION

L'économie s'est fortement ressentie des chocs internes et externes qui n'ont pas permis de consolider les performances enregistrées au cours des dernières années. Les incertitudes induites par la crise post - électorale ont négativement impacté l'économie dans un contexte marqué par une forte baisse des prix à l'exportation de la noix de cajou. Ainsi, la baisse de la valeur des exportations de noix de cajou et le repli de l'investissement public du fait de la suspension par certains partenaires des financements prévus, ont affecté négativement les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2012.

La balance des transactions courantes s'est sensiblement détériorée avec un déficit de 42 497 millions contre un déficit de 6 630 millions en 2011, en raison d'une accentuation des déficits de la balance commerciale et de la balance des revenus primaires. La suspension des financements des partenaires traditionnels de la Guinée-Bissau s'est fait sentir sur le compte des revenus secondaires, le compte du capital et le compte financier, ce qui s'est traduit par une détérioration de la position extérieure nette de 33 200,4 millions en 2012 contre une amélioration 26 769,6 millions un an plus tôt.

Ces évolutions reflètent la forte vulnérabilité de l'économie de la Guinée-Bissau par rapport aux chocs internes et externes. Cette vulnérabilité est liée principalement à la structure des exportations, caractérisée par une forte prédominance de la noix de cajou. Par ailleurs, les investissements directs mobilisés sont très faibles malgré le potentiel énorme du pays dans les secteurs minier, touristique et agro-industriel. Dans ces conditions, le Gouvernement devrait accorder une attention particulière à la promotion de la diversification de la base productive afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des exportations de la noix de cajou, à l'amélioration de la qualité de l'environnement des affaires pour attirer les capitaux privés et à la valorisation des potentialités offertes par les filières agricoles locales et certains secteurs tels que le tourisme et le secteur minier.

ANNEXE

Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	37
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	42
ANNEXE 3 : Evolution des échanges avec les autres pays de l'UEMOA	43
ANNEXE 3 : Evolution des échanges avec les autres pays de l'UEMOA.....	43
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	44
ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	45
ANNEXE 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	46
ANNEXE 7 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	47
ANNEXE 8 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	60

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A- La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1- Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2) Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B- La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs

et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 15,5% et 2,5% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2013. Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

ANNEXE 3 : Evolution des échanges avec les autres pays de l'UEMOA

Evolution des Importations en provenance des pays de l'UEMOA (en millions de F CFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	4,6	6,1	2 828,6	1 003,1	1 106,0	316,9
Burkina	32,3	62,7	22,9	606,8	185,2	13,3
Côte d'Ivoire	5 129,9	6 412,2	3 292,2	1 499,4	557,3	389,5
Mali	334,9	1 107,6	1 790,6	2 041,6	9 855,3	651,4
Niger	62,0	0,0	374,7	275,5	268,3	0,0
Sénégal	40 506,8	29 421,4	28 721,2	32 643,9	30 648,0	37 100,2
Togo	1 222,3	79,5	2 270,9	1 870,4	595,5	400,4
UEMOA	47 292,8	37 089,5	39 301,1	39 940,7	43 215,6	38 871,7

Source : BCEAO, Douanes

Evolution des exportations à destinations des pays de l'UEMOA(en millions de F CFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4

Source : BCEAO, Douanes

ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	117 079,9	159 577,2	-42 497,3
1.A	Biens et services	78 133,1	129 811,6	-51 678,5
1.A.a	Biens	67 062,0	92 794,0	-25 732,0
1.A.a.1	Marchandises générales	67 062,0	92 794,0	-25 732,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	446,0	0,0	446,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	11 071,1	37 017,6	-25 946,5
1.A.b.3	Transport	192,0	17 255,3	-17 063,3
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	67,0	14 873,9	-14 806,9
1.A.b.4	Voyage	3 393,1	10 121,9	-6 728,8
1.A.b.0	Autres services	7 486,0	9 640,4	-2 154,4
1.B	Revenus primaires	1 648,0	18 512,2	-16 864,2
1.B.1	Revenus des salariés	135,0	1 945,3	-1 810,3
1.B.2	Revenus des investissements	1 513,0	16 534,9	-15 021,9
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	32,0	-32,0
1.C	Revenus secondaires	37 298,8	11 253,4	26 045,4
1.C.1	Administrations publiques	11 911,0	0,0	11 911,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	11 911,0	0,0	11 911,0
1.C.2	Autres secteurs	25 387,8	11 253,4	14 134,4
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	23 163,0	10 800,0	12 363,0
2	Compte de capital	15 900,0	37,0	15 863,0
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	15 900,0	37,0	15 863,0
2.2.1	Administrations publiques	15 900,0	0,0	15 900,0
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	0,0	37,0	-37,0
3	Compte financier	-31 134,4	377,3	-31 511,7
3.1	Investissements directs	-76,0	3 382,2	-3 458,2
3.2	Investissements de portefeuille	1 000,0	0,0	1 000,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	-1 603,1	-3 004,9	1 401,8
3.5	Avoirs de réserves	-30 455,3	0,0	-30 455,3
6	Erreurs et omissions nettes	-164 114,3	-159 236,9	-4 877,4

Source : BCEAO

ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	117 079,9	159 577,2	-42 497,3
1.A	Biens et services	78 133,1	129 811,6	-51 678,5
1.A.a	Biens	67 062,0	92 794,0	-25 732,0
1.A.a.1	Marchandises générales	67 062,0	92 794,0	-25 732,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	446,0	0,0	446,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	11 071,1	37 017,6	-25 946,5
1.A.b.3	Transport	192,0	17 255,3	-17 063,3
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	67,0	14 873,9	-14 806,9
1.A.b.4	Voyage	3 393,1	10 121,9	-6 728,8
1.A.b.0	Autres services	7 486,0	9 640,4	-2 154,4
1.B	Revenus primaires	1 648,0	18 512,2	-16 864,2
1.B.1	Revenus des salariés	135,0	1 945,3	-1 810,3
1.B.2	Revenus des investissements	1 513,0	16 534,9	-15 021,9
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	32,0	-32,0
1.C	Revenus secondaires	37 298,8	11 253,4	26 045,4
1.C.1	Administrations publiques	11 911,0	0,0	11 911,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	11 900,0	0,0	11 900,0
1.C.2	Autres secteurs	25 387,8	11 253,4	14 134,4
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	23 163,0	10 800,0	12 363,0
2	Compte de capital	15 900,0	37,0	15 863,0
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	15 900,0	37,0	15 863,0
2.2.1	Administrations publiques	15 900,0	0,0	15 900,0
	<i>Remises de dettes</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
2.2.2	Autres secteurs	0,0	37,0	-37,0
3	Compte financier	13 953,9	12 265,2	1 688,7
3.1	Investissements directs	-76,0	3 382,2	-3 458,2
3.2	Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	14 029,9	8 883,0	5 146,9
3.4.0.3	Administration publique	0,0	7 629,0	-7 629,0
3.4.0.4	Autres secteurs	14 029,9	1 254,0	12 775,9
6	Erreurs et omissions nettes	-164 114,3	-159 236,9	-4 877,4
7	Solde global	-45 088,3	-11 887,9	-33 200,4
8	Avoirs et engagements extérieurs	45 088,3	11 887,9	33 200,4
8.1	Banque centrale	30 455,3	-95,4	30 550,7
8.2	Autres institutions de dépôts	14 633,0	11 983,3	2 649,7

Source : BCEAO

ANNEXE 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1	Compte des transactions courantes	-14 674,0	-12 874,4	-22 615,1	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3
1.A	Biens et services	-45 847,2	-50 163,6	-63 882,1	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5
1.A.a	Biens	-29 161,1	-31 630,9	-38 339,7	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0
1.A.a.1	Marchandises générales	-29 161,1	-31 630,9	-38 339,7	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	3 894,4	1 970,0	4 540,7	3 127,2	1 838,0	446,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	-16 686,1	-18 532,7	-25 542,4	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5
1.A.b.3	Transport	-11 464,2	-14 333,7	-14 441,6	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-11 267,8	-14 150,2	-14 289,5	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9
1.A.b.4	Voyage	-5 662,6	-3 299,2	-6 538,9	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8
1.A.b.0	Autres services	440,7	-899,8	-4 562,0	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4
1.B	Revenus primaires	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2
1.B.1	Revenus des salariés	-76,7	-143,2	-57,0	861,5	-244,0	-1 810,3
1.B.2	Revenus des investissements	-4 666,2	-6 437,2	-5 222,5	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,0
1.C	Revenus secondaires	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4
1.C.1	Administrations publiques	16 992,7	28 689,9	31 354,2	14 205,0	17 314,0	11 911,0
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	16 992,7	16 400,0	28 506,7	11 200,0	15 782,0	11 900,0
1.C.2	Autres secteurs	18 923,4	15 179,8	15 192,4	15 536,9	11 815,0	14 134,4
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	18 616,8	14 785,9	13 681,2	12 130,5	10 697,0	12 363,0
2	Compte de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0
2.2.1	Administrations publiques	15 349,5	16 464,6	32 499,4	485 427,5	25 700,0	15 900,0
	<i>Remises de dettes</i>	5 351,2	2 009,9	32 499,4	484 447,1	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	38,3	0,0	978,9	0,0	1 258,0	-37,0
3	Compte financier	-8 891,6	-13 254,9	-7 313,4	436 093,5	-8 703,3	1 688,7
3.1	Investissements directs	-8 891,6	-2 672,5	-8 335,1	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2
3.2	Investissements de portefeuille	-498,2	-250,7	14,3	44,6	-16,1	0,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	498,2	-10 331,8	1 007,4	449 768,8	2 715,8	5 146,9
3.4.0.3	Administration publique	-1 168,9	-14 280,0	1 055,0	452 457,3	-9 827,0	-7 629,0
3.4.0.4	Autres secteurs	1 667,2	3 948,3	-47,5	-2 688,5	12 542,8	12 775,9
6	Erreurs et omissions nettes	2 481,6	-2 180,1	-4 433,7	-2 114,2	-2 261,7	-4 877,4
7	Solde global	12 087,0	14 665,0	13 743,0	12 180,0	26 769,6	-33 200,4
8	Avoirs et engagements extérieurs	-12 087,0	-14 665,0	-13 743,0	-12 180,0	-26 769,6	33 200,4
8.1	Banque centrale	-10 788,7	-8 823,2	-8 354,1	-1 985,4	-31 244,3	30 550,7
8.2	Autres institutions de dépôts	-1 298,3	-5 841,8	-5 388,9	-10 194,6	4 474,7	2 649,7

Source : BCEAO

ANNEXE 7 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	117 079,92	159 577,20	-42 497,28
Biens et services	78 133,12	129 811,60	-51 678,48
Biens	67 062,02	92 794,00	-25 731,98
Marchandises générales, base balance des paiements	67 062,02	92 794,00	-25 731,98
Dont : Réexportations	446,00	0,00	446,00
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,00	0,00	0,00
Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,00	0,00	0,00
Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,00	0,00	0,00
Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
Services	11 071,10	37 017,60	-25 946,50
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,00	0,00	0,00
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	210,00	929,00	-719,00
Transport	192,00	17 255,30	-17 063,30
Fret	0,00	0,00	0
Voyages	3 393,10	10 121,90	-6 728,80
Travaux de construction	0,00	19,40	-19,40
Services d'assurance et de retraite	0,00	637,40	-637,40
Services financiers	177,00	4,00	173,00
Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,00	0,00	0,00
Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	1 500,00	5 821,70	-4 321,70

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Autres services aux entreprises	5 451,00	2 226,90	3 224,10
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,00	0,00	0,00
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	148,00	2,00	146,00
Revenu primaire	1 648,00	18 512,20	-16 864,20
Rémunération des salariés	135,00	1 945,30	-1 810,30
Revenus des investissements	1 513,00	16 534,90	-15 021,90
Investissements directs	0,00	15 949,00	-15 949,00
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,00	15 150,00	-15 150,00
Intérêts	0,00	799,00	-799,00
Investissements de portefeuille	149,00	162,00	-13,00
Revenu des invest. sur titres de participation et parts de fonds de placement	6,00	0,00	6,00
Intérêts	143,00	162,00	-19,00
Autres investissements	1 364,00	423,90	940,10
Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,00	0,00	0,00
Intérêts	1 364,00	423,90	940,10
Avoirs de réserves	0,00	0,00	0,00
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Autre revenu primaire	0,00	32,00	-32,00
Revenu secondaire	37 298,80	11 253,40	26 045,40
Administrations publiques	11 911,00	0,00	11 911,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,00	0,00	0,00
Cotisations sociales	0,00	0,00	0,00
Prestations Sociales (Débit)	0,00	0,00	0,00
Coopération internationale courante	11 911,00	0,00	11 911,00
Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,00	0,00	0,00
Transferts courants aux ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	25 387,80	11 253,40	14 134,40
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	23 163,00	10 800,00	12 363,00
Envois de fonds des travailleurs	23 163,00	10 800,00	12 363,00
Autres transferts courants	2 224,80	453,40	1 771,40
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	75,00	0,00	75,00
Cotisations sociales	7,00	364,40	-357,40
Prestations sociales	143,80	0,00	143,80
Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,00	70,00	-70,00
Indemnités d'assurance dommage	0,00	0,00	0,00
Coopération internationale courante	0,00	0,00	0,00
Transferts courants divers	1 999,00	19,00	1 980,00
Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Ajustement pour variation des droits à pension	0,00	0,00	0,00
Compte de capital	15 900,00	37,00	15 863,00
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,00	0,00	0,00
Transferts de capital	15 900,00	37,00	15 863,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Administration publique	15 900,00	0,00	15 900,00
Remises de dette	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	15 900,00	0,00	15 900,00
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	37,00	-37,00
Remises de dette	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	0,00	37,00	-37,00
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	132 979,92	159 614,20	-26 634,28
Compte financier	-31 134,40	377,30	-31 511,70
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-31 134,40	377,30	-31 511,70
Investissement direct	-76,00	3 382,20	-3 458,20
Titres de participation et parts de fonds de placement	-75,00	3 382,20	-3 457,20
Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	-75,00	3 382,20	-3 457,20
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-75,00	3 382,20	-3 457,20
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,00	0,00	0,00
Entre entreprises sœurs	0,00	0,00	0,00
Réinvestissement des bénéfices	0,00	0,00	0,00
Instruments de dette	-1,00	0,00	-1,00
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,00	0,00	0,00
Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (invest. à rebours)	-1,00	0,00	-1,00
Entre entreprises sœurs	0,00	0,00	0,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Investissements de portefeuille	1 000,00	0,00	1 000,00
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Titres de créance	1 000,00	0,00	1 000,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 000,00	0,00	1 000,00
À court terme	1 000,00	0,00	1 000,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Options	0,00	0,00	0,00
Contrats à terme	0,00	0,00	0,00
Options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	-1 603,10	-3 004,90	1 401,80

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Autres titres de participation	0,00	0,00	0,00
Monnaie fiduciaire et dépôts	-11 540,00	-10 887,90	-652,10
Banque centrale	0,00	44,40	-44,40
À court terme	0,00	44,40	-44,40
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-13 989,00	-10 932,30	-3 056,70
Dont: positions interbancaires	0,00	0,00	0,00
À court terme	-13 989,00	-10 932,30	-3 056,70
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	2 449,00	0,00	2 449,00
À court terme	2 449,00	0,00	2 449,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	-8,00	0,00	-8,00
À court terme	-8,00	0,00	-8,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 457,00	0,00	2 457,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
À court terme	2 457,00	0,00	2 457,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Prêts	-1 546,00	6 254,00	-7 800,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à court terme	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à court terme	0,00	0,00	0,00
Autres prêts à long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 546,00	-1 201,00	-345,00
À court terme	1 439,00	0,00	1 439,00
À long terme	-2 985,00	-1 201,00	-1 784,00
Administrations publiques	0,00	7 629,00	-7 629,00
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,00	0,00	0,00
Autres à court terme	0,00	0,00	0,00
Autres à long terme	0,00	7 629,00	-7 629,00
Autres secteurs	0,00	-174,00	174,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	-174,00	174,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	-174,00	174,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	-174,00	174,00
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,00	0,00	0,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
Crédits commerciaux et avances	11 580,90	1 428,00	10 152,90
Banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	11 580,90	1 428,00	10 152,90
À court terme	11 580,90	1 428,00	10 152,90
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 580,90	1 428,00	10 152,90
À court terme	11 580,90	1 428,00	10 152,90
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir/ à payer	-98,00	200,90	-298,90
Banque centrale	0,00	50,90	-50,90
À court terme	0,00	50,90	-50,90
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-98,00	150,00	-248,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
À court terme	-98,00	150,00	-248,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Droits de tirage spéciaux	0,00	0,10	-0,10
Avoirs de réserve	-30 455,30	0,00	-30 455,30
Or monétaire	0,00	0,00	0,00
Or métal	0,00	0,00	0,00
Comptes en or non affectés	0,00	0,00	0,00
Droits de tirage spéciaux	-1,00	0,00	-1,00
Position de réserve au FMI	-898,20	0,00	-898,20
Autres avoirs de réserve	-29 556,10	0,00	-29 556,10

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Monnaie fiduciaire et dépôts	-29 556,10	0,00	-29 556,10
Créances sur les autorités monétaires	-29,10	0,00	-29,10
Créances sur d'autres entités	-29 527,00	0,00	-29 527,00
Titres	0,00	0,00	0,00
Titres de créance	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00
Erreurs et omissions nettes	-164 114,32	-159 236,90	-4 877,42
Postes pour mémoire	0,00	0,00	0,00
Financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00
Transferts courants et ou en capital	0,00	0,00	0,00
Remises de dettes	0,00	0,00	0,00
Autres dons intergouvernementaux	0,00	0,00	0,00
Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,00	0,00	0,00
Investissements directs	0,00	0,00	0,00
Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,00	0,00	0,00
Instruments de dette	0,00	0,00	0,00
Investissement de portefeuille	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	0,00	0,00	0,00

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,00	0,00	0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,00	0,00	0,00
Arriérés	0,00	0,00	0,00
Accumulation d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal sur la dette à court terme	0,00	0,00	0,00
Principal sur la dette à long terme	0,00	0,00	0,00
Intérêts initiaux	0,00	0,00	0,00
Intérêts de pénalisation	0,00	0,00	0,00
Remboursement d'arriérées	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00
Annulation d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00
Intérêts	0,00	0,00	0,00

Source : BCEAO

Libellés	AVOIR -Stocks début de période	AVOIR -Autre flux	AVOIR -Stocks fin de période	AVOIR-Flux net	ENG -Stocks début de période	ENG -Autre flux	ENG -Stocks fin période	ENG -Flux net
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	45 741,10	4,00	44 142,00	-1 603,10	222078.10	-116,2	218 957,0	-3004.90
Autres titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Numéraire et dépôts	21 845,00	4,00	10 309,00	-11 540,00	14 252,70	0,00	3 364,80	-10 887,90
Banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	159,20	0,00	203,60	44,40

Libellés	AVOIR -Stocks début de période	AVOIR -Autre flux	AVOIR -Stocks fin de période	AVOIR-Flux net	ENG -Stocks début de période	ENG -Autre flux	ENG -Stocks fin période	ENG -Flux net
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	159,20	0,00	203,60	44,40
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	21 429,00	0,00	7 440,00	-13 989,00	14093.50	0,00	3 161,20	-10 932,30
Dont: positions interbancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	21 429,00	0,00	7 440,00	-13 989,00	14093.50	0,00	3 161,20	-10 932,30
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	416,00	4,00	2 869,00	2 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	416,00	4,00	2 869,00	2 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Libellés	AVOIR -Stocks début de période	AVOIR -Autre flux	AVOIR -Stocks fin de période	AVOIR-Flux net	ENG -Stocks début de période	ENG -Autre flux	ENG -Stocks fin période	ENG -Flux net
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 880,10	0,00	13 461,00	11 580,90	1 975,00	0,00	3 403,00	1 428,00
À court terme	1 880,10	0,00	13 461,00	11 580,90	1 975,00	0,00	3 403,00	1 428,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir/ à payer	295,00	0,00	197,00	-98,00	939,20	167,00	1 307,10	200,90
Banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	596,20	0,00	647,10	50,90
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	596,20	0,00	647,10	50,90
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	295,00	0,00	197,00	-98,00	175,00	0,00	325,00	150,00

Libellés	AVOIR -Stocks début de période	AVOIR -Autre flux	AVOIR -Stocks fin de période	AVOIR-Flux net	ENG -Stocks début de période	ENG -Autre flux	ENG -Stocks fin période	ENG -Flux net
À court terme	295,00	0,00	197,00	-98,00	175,00	0,00	325,00	150,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00	167,00	335,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	161,00	-19,00	142,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	186,00	193,00	0,00
Autres sociétés financières	0,00	0,00	0,00	0,00	161,00	-19,00	142,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	161,00	-19,00	142,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	186,00	193,00	0,00
À court terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	186,00	193,00	0,00

Libellés	AVOIR -Stocks début de période	AVOIR -Autre flux	AVOIR -Stocks fin de période	AVOIR-Flux net	ENG -Stocks début de période	ENG -Autre flux	ENG -Stocks fin période	ENG -Flux net
À long terme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int